



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77 547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 03/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETS KERBIRIO

3 impasse Saint-Éloi
Zone industrielle Ampère
77 220 Gretz-Armainvilliers

Références : E4/25- 0251
Code AIOT : 0006501204

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2024 dans l'établissement ETS KERBIRIO implanté 3 impasse Saint-Éloi – Zone industrielle Ampère à Gretz-Armainvilliers (77 220). L'inspection a été annoncée le 07/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est programmée dans le cadre du plan pluriannuel d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETS KERBIRIO
- 3 impasse Saint-Éloi – Zone industrielle Ampère – 77 220 Gretz-Armainvilliers
- Code AIOT : 0006501204
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société KERBIRIO est implantée dans la zone industrielle de Gretz-Armainvilliers. Ses activités sont réparties dans deux bâtiments (usine n°1 et usine n°2) séparés par des tiers de chaque côté de l'impasse Saint-Eloi.

Fondée en 1965, elle est spécialisée dans le traitement de surface des pièces métalliques (acier, inox, cuivre, aluminium ou zamak), principalement destinées aux secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et de la mécanique.

La principale activité est le zingage (zinc nickel, zinc lamellaire) mais elle réalise aussi :

- des traitements organiques (peinture, cathorèse) ;
- la conversion électrolytique (conversion anodique...) ;

- le nettoyage et la préparation par actions chimiques et électrolytiques
- le nettoyage et la préparation par impact (sablage, microbillage, grenaillage...).

Elle emploie environ 50 salariés.

Cette société est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n°05 DAI 2 IC 048 du 15/03/2005 et relève de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées par bénéfice d'antériorité déclaré le 6 décembre 2013 par l'exploitant.

Ainsi, l'entreprise est tenue de respecter l'ensemble des prescriptions découlant des arrêtés suivants :

- Arrêté du 30/06/2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de la rubrique 3260 ;
- Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°09 DAIDD IC 127 du 15/05/2009 supprimant et remplaçant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°05 DAI 2 IC 048 ;
- Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°09 DAIDD IC 365 du 21/12/2009 portant sur les rejets de substances aqueuses ;
- Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du n°11 DRIEE 102 du 11/07/2011 relatif à des modifications des conditions d'exploitation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites de la visite d'inspection du 24/11/2023	Rapport d'inspection du 17/01/2024	Demande d'action corrective	2 mois
2	Classement rubriques 4000 et statut SEVESO	Code de l'environnement article L.515-32	Demande d'action corrective	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Classement BREF FMP / STM	Code de l'environnement article L.515-28	Sans objet
4	Campagne d'identification et d'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Consommation d'eau spécifique	AP Complémentaire du 15/05/2009 articles 4.4.1. et 4.4.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aux regards des prescriptions contrôlées, l'exploitant veille au respect de la réglementation applicable à son établissement. Néanmoins, l'inspection des installations classées invite particulièrement l'exploitant à finaliser son étude relative au classement des rubriques 4000 et Statut SEVESO au cours du premier semestre de l'année 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de la visite d'inspection du 24/11/2023

Référence réglementaire : Rapport d'inspection du 17/01/2024, points de contrôle n°6, n°7 et n°8
Thème(s) : Situation administrative, analyse des réponses apportées par l'exploitant
Prescription contrôlée : La visite d'inspection du 24/11/2023 a mis en évidence 3 non-conformités, pour lesquelles il était demandé à l'exploitant de mettre en œuvre des actions correctives dans le but d'un retour à la conformité, et le cas échéant de transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant cette mise en œuvre. - <u>Non-conformité n°1 :</u> Point de contrôle n°6 du rapport relatif au respect de l'art. 4.2.4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/05/2009 Justification d'avoir libéré l'espace autour de la commande de l'obturateur. En outre l'inspection demandait à l'exploitant d'être vigilant et de vérifier régulièrement que les commandes sont accessibles et actionnables en toutes circonstances. - <u>Non-conformité n°2 :</u> Point de contrôle n°7 du rapport relatif au respect de l'art. 7.4.2. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/05/2009 Transmission du compte-rendu de la vérification des installations de protection contre la foudre. - <u>Non-conformité n°3 :</u> Point de contrôle n°8 du rapport relatif au respect de l'art. 3.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/07/2011 Justification des mesures prises pour ne pas dépasser le seuil de 2 000 m³. En effet, la consommation d'eau prélevée dans le réseau public était supérieure à celle fixée à l'art. 3.1 précité sur l'année glissante couvrant le trimestre 4 de 2022 au trimestre 3 de 2023.
Constats : - <u>Non-conformité n°1 :</u> Les réponses apportées par l'exploitant dans son courrier du 12/02/2024 ont permis de répondre de manière satisfaisante à cette non-conformité. - <u>Non-conformité n°2 :</u> Dans sa réponse du 12/02/2024, l'exploitant a transmis le compte-rendu réalisé par un organisme spécialisé. Ce dernier identifie 4 actions à mener par l'exploitant pour assurer la conformité des installations par rapport au risque foudre. L'exploitant a expliqué les mesures prises pour permettre de répondre à ces actions. Un prochain passage de l'organisme spécialisé a été planifié par l'exploitant en décembre 2024. - <u>Non-conformité n°3 :</u> Dans sa réponse du 12/02/2024, l'exploitant a justifié ce dépassement et a pris des mesures pour revenir à un seuil inférieur à 2 000 m³. Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que la consommation prélevée dans le réseau public pour l'année 2024 est inférieure au seuil prescrit.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les réponses apportées par l'exploitant dans son courrier du 12/02/2024 et les constats faits lors de la visite de ce jour permettent de répondre aux non-conformités relevées lors de la visite du 24/11/2023. Cependant, pour vérifier les actions mises en place par l'exploitant pour assurer la conformité des installations par rapport au risque foudre, l'exploitant transmettra le rapport de visite de l'organisme spécialisé prévue en décembre 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Classement rubriques 4000 et statut SEVESO

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.515-32
Thème(s) : Situation administrative, classement SEVESO
Prescription contrôlée : I. - La présente section s'applique aux installations, dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État, dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs. II. - L'exploitant procède au recensement régulier des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations et le tient à jour. III. - L'information du préfet prévue à l'article L. 513-1 comporte également les informations relatives au recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents sur le site.
Constats : Par courrier en date du 8 mars 2024, l'exploitant a transmis une étude relative au classement par rapport aux rubriques 4000 de la nomenclature des ICPE constituée de 2 annexes : <ul style="list-style-type: none">• Annexe 1 : classification des baux• Annexe 2 : statut SEVESO et classement ICPE Pour réaliser cette étude, l'exploitant s'est appuyé sur les guides techniques suivants : <ul style="list-style-type: none">- guide technique « <i>Application de la classification des substances et mélanges dangereux à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</i> »,- guide technique « <i>Aide à la classification des mélanges en vue de la détermination du statut Seveso et régime ICPE d'un établissement</i> ». L'étude est précise et détaillée. Cependant, après analyses et échanges avec l'exploitant, l'étude fait apparaître des insuffisances pour permettre de conclure avec certitude sur le statut SEVESO et le classement ICPE au regard des rubriques 4000.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pour permettre de conclure sur le statut SEVESO et le classement ICPE au regard des rubriques 4000, l'exploitant établira un tableau détaillé déterminant la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation par rubrique 4000 de la nomenclature en considérant à la fois : <ul style="list-style-type: none">• les quantités maximales des substances et mélanges stockés sur le site ;• les baux, en s'appuyant sur les conclusions de leur classification par rapport aux rubriques 4000 (Annexe 1).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois

N° 3 : Classement BREF FMP / STM

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.515-28
Thème(s) : Situation administrative, directive IED
Prescription contrôlée : Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010

relative aux émissions industrielles) et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques.
Il est procédé périodiquement au réexamen et, si nécessaire, à l'actualisation de ces conditions pour tenir compte de l'évolution de ces meilleures techniques.
Constats : En réponse au courrier préfectoral relatif à la publication au journal officiel de l'union européenne, en date du 04/11/2022, des MTD du BREF FMP, l'exploitant a déclaré le 30/06/2023 que ses installations ne relevaient pas de ce BREF et que leur BREF principal était le BREF STM. Ce BREF STM est actuellement en cours de révision. Un réexamen des meilleurs techniques disponibles des installations ne sera nécessaire qu'à parution de la révision de ce BREF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Campagne d'identification et d'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des rejets aqueux
Prescription contrôlée : [...] II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, [...] III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. [...]
Constats : En réponse au courrier du 31/07/2023 relatif à la demande de campagne d'identification et d'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux, l'exploitant a transmis, en date du 08/03/2024, les analyses réalisées par un laboratoire agréé pour les mois d'octobre, novembre et décembre 2023. Ces analyses montrent que les résultats sont inférieurs aux limites de quantification de la méthode d'analyse utilisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Consommation d'eau spécifique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/05/2009, articles 4.4.1. et 4.4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, maîtrise de la consommation des eaux industrielles
Prescription contrôlée : <u>article 4.4.1. Méthode de calcul et estimation</u>

Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite « consommation spécifique », la plus faible possible.

Cette consommation d'eau spécifique est inférieure à 8 l/m² par fonction de rinçage.

Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :

- les eaux de rinçage ;
- les vidanges de cuves de rinçage ;
- les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ;
- les vidanges des cuves de traitement ;
- les eaux de lavage des sols ;
- les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques.

Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :

- les eaux de refroidissement ;
- les eaux pluviales ;
- les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé.

On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé.

La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage.

Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et doit subir un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).

article 4.4.2. Révision de la consommation spécifique

L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.

Constats :

La consommation spécifique est déterminée annuellement par l'exploitant, en début de chaque année pour l'année n-1.

Pour l'année 2023, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées, la méthode de calcul de détermination de la consommation d'eau spécifique. Pour l'ensemble des chaînes de traitement, la consommation d'eau spécifique est inférieure à 8 l/m² par fonction de rinçage, conformément à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

